

# Analyses 2008



L'Asie Centrale post-soviétique

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement

## L'Asie Centrale post-soviétique

*L'Asie Centrale post-soviétique<sup>1</sup>, tant par sa situation géographique au cœur de l'Eurasie, entre l'Est et l'Ouest, que par la richesse de son sous-sol, se positionne aujourd'hui comme une région d'importance stratégique majeure pour tous les Etats puissants que compte ce monde. Confrontées à cette lutte de pouvoir, les cinq Républiques de l'Asie Centrale semblent avoir perdu le contrôle général de leur destinée. Toutefois, la situation actuelle de concurrence directe entre les grandes puissances leur apporte de nouvelles opportunités pour renforcer leur indépendance économique et politique. La Commission Justice et Paix se penche sur la situation des différents acteurs géostratégiques présents dans la région.*

**La Fédération de Russie** est l'acteur le plus influent dans la région. Dès le début des années 2000, sous l'impulsion de Vladimir Poutine, le Kremlin a renforcé son ascendant sur les membres de la CEI, davantage considérés comme des sujets de politique intérieure que de politique extérieure. Grâce à de nombreux vecteurs d'influence tels que la présence militaire, les investissements économiques, le contrôle des voies de passage ou l'appartenance culturelle commune, la Russie a retrouvé un certain leadership régional, écorné sous la présidence d'Eltsine. Les intérêts du Kremlin en Asie Centrale sont multiples : créer une zone protectrice au sud de son territoire, gagner en profondeur stratégique et empêcher la présence d'acteurs externes dans la région en évitant un rapprochement des membres de la CEI avec les puissances occidentales et l'OTAN. Mais il s'agit surtout, pour une puissance régionale comme la Fédération de Russie, de retrouver sa dimension mondiale. Dans cette optique, Moscou, dispose d'une carte maîtresse : le contrôle de l'exportation des hydrocarbures. Malgré quelques revers, la Russie conforte son quasi monopole sur l'exportation du gaz et du pétrole centrasiatique et renforce ses liens avec les anciennes républiques soviétiques. Si la politique de rapprochement bilatéral a connu certains succès, comme le retour de l'Ouzbékistan sous giron russe, les structures multilatérales soutenues activement par la diplomatie russe (la CEI, l'OTSC, l'OCS et la CEEA) n'arrivent ni à séduire les républiques ni à gagner en contenu et effectivité. Toutefois, malgré ces brèches au sein de son système d'influence en Asie Centrale, la Russie conserve son statut d'arbitre majeur dans ce qu'elle considère toujours comme son pré-carré.

Face à la puissance russe, se dresse la **République Populaire de Chine (RPC)**. Pékin nourrit trois préoccupations majeures relevant du domaine sécuritaire en Asie Centrale. La première source d'inquiétude chinoise concerne la sécurité intérieure du pays. En effet, le « séparatisme » ouïghour déstabilise la région autonome du Xinjiang en bordure de l'Asie Centrale. Afin de garantir son intégrité territoriale, la RPC s'est assuré le soutien de ses nouveaux voisins contre les mouvements indépendantistes régionaux à travers une coopération renforcée en matière de sécurité et de lutte anti-terroriste. Le second volet de l'action chinoise en Asie Centrale relève de la sécurité énergétique. Compte tenu de la demande croissante en hydrocarbures, Pékin, deuxième importateur net de pétrole, multiplie avec succès les investissements dans les secteurs gazier et pétrolier centrasiatiques, comme en témoignent l'ouverture de l'oléoduc sino-kazakh ainsi que l'achat de la compagnie PetroKazakh. Enfin, la dernière des préoccupations majeures de la Chine en Asie Centrale concerne la sécurité chinoise sur l'échiquier mondial. La pénétration militaire et idéologique américaine au cœur du continent eurasiatique représente une réelle menace pour Pékin qui y perçoit un risque d'encerclement. Face à l'emprise des Etats-Unis sur le monde, la Chine et la

---

<sup>1</sup> Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.

Russie s'unissent et tentent de conforter leur position dominante en Asie Centrale, notamment en consolidant leur partenariat au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai. La « diplomatie du pourtour<sup>2</sup> » porte ses fruits. L'influence de la Chine ne cesse de croître en Asie Centrale. Le pays apparaît désormais comme un élément indispensable à la construction régionale. L'expansion de cette influence est toutefois ralentie par les craintes que la Chine, qui se développe de manière vertigineuse, inspire à ses voisins. Entre d'éventuelles ambitions territoriales, une possible volonté d'appropriation des ressources naturelles et la migration en nombre des Hans, les acteurs principaux de l'échiquier centrasiatique restent sur leurs gardes.

En 2001, les **Etats-Unis** ont pour la première fois établi des bases militaires en Asie Centrale comme appui à leur campagne en Afghanistan. Les enjeux de la percée américaine ne se réduisent ni à la présence d'hydrocarbures fortement convoités ni à la volonté manifeste de limiter l'influence russe dans son voisinage. La théorie du géopoliticien britannique H.J. Mackinder selon laquelle les cinq républiques centrasiatiques appartiennent à une zone pivot nommée « heartland » dont le contrôle octroierait une supériorité mondiale n'est peut-être pas indifférente à la présence américaine dans le voisinage direct de la Russie et de la Chine. Néanmoins, depuis 2005, Washington fait face à un net recul de ses positions. Tachkent a rompu l'alliance qui l'unissait aux Etats-Unis et a exigé le retrait américain de la base de Karchi-Khanabad. Depuis, l'ensemble des républiques centrasiatiques se sont détournées de leurs partenariats avec la puissance occidentale. La collaboration sino-russe se montre plus solide que jamais, tandis que l'impopularité américaine grandit de jour en jour.

**L'Union Européenne** occupe quant à elle une place secondaire sur la scène centrasiatique. Malgré l'attention accrue portée à cette région depuis 2005, concrétisée par la nomination, en 2005, d'un représentant spécial et par l'adoption, en 2007, d'une nouvelle stratégie, l'Union Européenne manque de visibilité et d'impact en Asie Centrale. Les vingt-sept ont pour ambition d'investir le secteur des hydrocarbures caspiens et de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme autant que le commerce et les investissements à l'aide de coopérations bilatérales et multilatérales. Toutefois, le budget alloué à cette région par une Europe secouée par les élargissements successifs et les difficultés de réforme, demeure insignifiant. Cohérence et résultats probants font globalement défaut à l'action européenne dans une région indispensable à la sécurité énergétique du vieux continent.

Les **cinq républiques d'Asie Centrale** semblent répondre assez passivement aux multiples intérêts qui s'articulent sur leur territoire, comme si leur avenir leur échappait. Une pleine autonomie politique et économique n'étant pas envisageable dans les circonstances actuelles, l'enjeu pour les cinq Etats se résume en quelque sorte au choix de leur dépendance : Russie, Chine ou Etats-Unis ? Ces nouveaux Etats arrivent toutefois à tirer leur épingle du jeu en exploitant la concurrence engendrée par la multiplication des acteurs sur la scène centrasiatique. Ainsi, en mars 2008, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan se sont entendus pour vendre leur gaz à Gazprom à « prix européens » dès 2009. Une dynamique de coopération permettrait aux Etats centrasiatiques de peser plus lourd dans la balance. Cependant, les obstacles demeurent importants. La rivalité des productions, l'instabilité régionale, les vues politiques nationales divergentes, la méfiance réciproque et les affinités avec des puissances concurrentes empêchent les cinq Etats de s'allier pour prendre leur futur en main.

Quels sont les avantages respectifs, l'impact et les limites du partenariat sino-russe en Asie Centrale ? Jusqu'à quel point le Kremlin est-il prêt à accepter la présence d'autres acteurs

---

<sup>2</sup> Cette politique officielle de la Chine s'adresse à ses pays limitrophes. Elle ambitionne d'assurer la stabilité politique et le développement économique de ces Etats et de consacrer le statut de puissance régionale de l'Empire du Milieu.

dans sa zone d'influence traditionnelle ? Dans quelle mesure les puissances occidentales (Etats-Unis et UE) bouleversent-elles les rapports de force sino-russes en Asie Centrale ? Dans quelles conditions les cinq Républiques d'Asie Centrale peuvent-elles s'affranchir de la tutelle des grandes puissances ? Comment les intérêts des grandes puissances s'articulent-ils autour de la question des hydrocarbures d'Asie Centrale ? Quel rôle peut jouer le Conseil de Sécurité des NU face à l'instabilité générée par l'internationalisation croissante de la gestion des affaires centrasiatiques ?

Autant de questions que la *Commission Justice et Paix* a posées aux intervenants d'une table ronde « Asie Centrale » qui s'est tenue le 6 novembre, avec comme perspective, le développement d'une réflexion : « Quelle diplomatie préventive en faveur de la paix dans cette région aux intérêts multiples où se font face les principaux acteurs géostratégiques mondiaux » ? La *Commission Justice et Paix* souhaite d'ores et déjà lancer le débat sur l'avenir de cette région afin d'interpeller nos représentants politiques belges et européens, et ce à l'aube de la présidence belge de l'Union Européenne en 2010.

Santiago Fischer,  
Chargé de projets à Justice et Paix  
et Julie De Jonckheere,  
stagiaire à Justice et Paix,  
Décembre 2008.

Cette analyse a servi d'introduction aux débats qui ont eu lieu pendant la Table-ronde organisée le 6 novembre au Palais d'Egmont, en présence de **Charles ESSER** (International Crisis Group), **Isabelle FACON** (Maître de recherche à la Fondation pour la Recherche stratégique et enseignante au Collège interarmées de Défense et à l'Institut catholique de Paris), **Thierry KELLNER** (Docteur en relations internationales de l'Institut universitaire des Hautes études internationales/Université de Genève et enseignant à l'Université libre de Bruxelles) et **Paul DELMOTTE** (professeur de politique internationale à l'IHECS, Bruxelles).

Avec la table ronde du 14 novembre sur le thème des « Ressources Naturelles et Conflits », cet événement constituait une préparation, sous forme de temps de travail, à la conférence finale du 15 décembre 2008 qui a eu lieu en présence de représentants des diplomates des 5 pays membres permanents du Conseil de Sécurité. Ces derniers étaient invités à répondre aux réflexions avancées lors de ces rencontres.